

Appel à communication
Colloque 12 et 13 novembre 2013
Université de Lorraine
Laboratoire Lorrain de Sciences Sociales - 2L2S

L'héritage de la Marche pour l'Égalité et contre le Racisme de 1983

Ou les épreuves d'une affirmation publique de la diversité culturelle

Organisateurs : Piero-D. GALLORO (MCF HDR) ; Ahmed BOUBEKER (PR), Boualam AZAHOUM (doctorant)

Comité scientifique : Ahmed BOUBEKER (Université Jean Monnet de Saint-Etienne), Piero-D. GALLORO (Université de Lorraine), Marcus OTTERSBACH (Université de Cologne), Nacira GUENIF (Université Paris XIII), Abdellali HAJJAT (Université Paris X), Alain BATTEGAY (CNRS), Antigone MOUCHTOURIS (Université de Lorraine), Denis SCUTO (Université du Luxembourg), Stéphane MOURLANE (Université de Provence), Maria-Luisa CALDOGNETTO (Université de Trèves - Allemagne), Luca QUEIROLO-PALMAS (Universita di Genova - Italie).

Les propositions de communications doivent être envoyées, **au plus tard le 30 juillet 2013**, aux adresses suivantes :

galloro5@univ-lorraine.fr

a.boubeker@wanadoo.fr

Elles comprennent 4000 à 6000 caractères (tout inclus). Merci de préciser vos noms, téléphone, courriel et laboratoire ou institution de rattachement.

* * *

Résumé :

La Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983 plus communément qualifiée de Marche des Beurs marque les débuts de l'accès des jeunes héritiers de l'immigration postcoloniale à l'espace public. Trois décennies plus tard un constat d'essoufflement et d'échec se fait ressentir à travers un maintien de la précarisation sociale et de l'exclusion des jeunes de banlieue. Cette faillite apparente du projet de la Marche ne doit pas faire oublier les transformations qu'elle a provoquées dans la société française et comment elle a enrichi l'espace public d'une dimension multiethnique et multiculturelle. L'affirmation publique des générations héritières de l'immigration ne s'expose pas seulement sur la scène médiatique mais aussi à travers des formes plus communes de présence dans la ville ou de manifestations de rue, culturelles ou sportives qui ne relèvent pas de logiques militantes mais qui participent néanmoins de la visibilité d'une France de la diversité.

Ce sont ces questions liées à l'héritage de la marche entre mémoire, histoire contemporaine et actualité qui seront celles des différents intervenants des journées organisées par l'Université de Lorraine autour de quatre axes principaux qui mobilisent l'ensemble des disciplines des sciences humaines

- **Participation sociale, action culturelle contestataire et dimension socioculturelle**
- **Culture beur et nouvelles formes publiques d'affirmation culturelle ou identitaire.**
- **Itinéraires d'engagement et acteurs de la diversité**
- **Diversité culturelle et société de l'information**

* * *

Au début des années 1980, les « rodéos » de l'est lyonnais qui préfigurent le malaise des banlieues font découvrir, à la société française, les héritiers de l'immigration postcoloniale jusqu'alors confondus avec leurs parents. Nés en France, ces jeunes de la seconde génération ne veulent plus être considérés, ni comme des victimes tiraillées entre deux cultures ni comme des délinquants expulsables. C'est la Marche pour l'égalité et contre le racisme - dite Marche des Beurs¹ - en 1983 qui marque véritablement l'accès des beurs à l'espace public (Battegay 1985) et leur reconnaissance symbolique. Reste que l'impasse du mouvement beur témoigne de toutes les difficultés d'une politique de reconnaissance. Trente ans après, une génération est passée. Une génération dont le sens précis de l'expérience nous est cachée par la rapidité de son ascension puis de sa disparition dans la vie publique. Une génération qui en appelait à l'Histoire pour rompre avec l'immigration au nom de la citoyenneté mais qui s'est retrouvée confrontée aux limites historiques du modèle français d'intégration sur fond de discriminations. Perçu publiquement comme porteur d'un projet de société plurielle, le mouvement beur s'est très vite heurté aux limites d'un imaginaire politique étroit, porté à la fois par ses élites et par les défenseurs du modèle républicain.

Faut-il pour autant en rester à une perspective de l'échec ou de la récupération de la marche qui aurait laissé les choses en l'état ? Trente années plus tard en effet, la précarité sociale et la situation d'exclusion des jeunes de banlieue reste non seulement d'actualité mais ces nouveaux « étrangers de l'intérieur » révèlent selon différents travaux (Donzelot 1999, Fassin 2006, Bancel *et alii*, 2010) une partition sociale, ethnique ou postcoloniale de la société française, une rupture radicale entre citoyens reconnus et citoyens de seconde zone. Au-delà du débat public sur une politique de pluralisme, les politiques effectivement mises en œuvre ont réaffirmé le caractère inévitable de la politique d'intégration nationale (Schnapper, 1991). Pourtant la Marche des Beurs a profondément transformé la société française et c'est depuis cet événement fondateur que l'espace public s'est enrichi d'une dimension multiethnique et multiculturelle (Battegay, 1985). Sur ce registre du pluralisme, la ville en avance sur la cité politique affiche une pluralité de normes et de références ouvertes à de multiples imaginaires sociaux et culturels. Loin d'être passives face aux discriminations, les populations héritières de l'immigration donnent de nouvelles significations à leur communauté d'expériences (Boubeker 2003) et négocient leurs modes de présence dans l'espace public, tissant la trame de multiples formes culturelles d'apparition publique et des manières plurielles de se situer et de vivre dans la société française contemporaine. L'affirmation publique des générations héritières de l'immigration ne s'expose pas seulement sur la scène médiatique mais aussi à travers des formes plus communes de présence dans la ville, que ce soit à travers des formes d'expressions culturelles ritualisées – voile islamique, construction de lieux de culte...- ou de manifestations de rue, culturelles ou sportives qui ne relèvent pas de logiques militantes et qui participent néanmoins de la visibilité d'une France de la diversité.

Si c'est dans la lignée de la marche de 1983 que s'affirme le phénomène nouveau de la diversité culturelle comme fondement de la démocratie, sa construction s'inscrit dans la longue durée et n'a rien de la version idyllique de la rencontre des cultures. Les résistances ou dénis de la société française face aux exigences de son actualité constituent précisément une trame de l'histoire contemporaine mais comme nous l'a appris Walter Benjamin, l'Histoire est aussi faite de blocages. L'objet de ces journées d'étude est de revisiter la marche de 1983 comme un événement fondateur qu'il s'agit de situer non seulement vis-à-vis de l'expérience des héritiers de l'immigration postcoloniale mais plus largement en référence à différents mouvements culturels et à des acteurs individuels et collectifs qui se réfèrent à cet héritage et qui donnent sens à une diversité en actes à travers des formes d'affirmation publique de nouvelles communautés

¹ La promotion médiatique du terme qui servait à l'auto-désignation des jeunes maghrébins de la région parisienne date plus précisément de l'arrivée de la Marche à Paris le 3 décembre 1983

imaginées (Anderson, 1996). Ces dernières ont une dimension urbaine, diasporique ou transnationale et révèlent néanmoins les nouveaux visages de la société française dans un contexte de globalisation. Elles participent ainsi d'une reconfiguration des identités à travers des ethnoscares ou des mediascares (Appadurai 2001) ou des phénomènes de créolisation, de syncrétisme culturel ou d'hybridation relevant d'une complexité culturelle des sociétés contemporaines (Hannerz, 2010). Les héritiers de la Marche apparaissent ainsi comme les acteurs d'une histoire qui est aussi celle d'une société française en pleine mutation. Au-delà même des banlieues et de l'immigration, les questions qu'ils posent pourraient éclairer sous un jour nouveau les significations qui fondent par le bas la cohésion culturelle de nos réalités sociales.

Ce sont ces questions entre mémoire, histoire contemporaine et actualité qui seront celles des différents intervenants des journées d'étude organisées par l'Université de Lorraine autour de quatre axes principaux qui mobilisent l'ensemble des disciplines des sciences humaines :

I. Sur la scène des quartiers : participation sociale, action culturelle contestataire et dimension socioculturelle

La gestion de la question de l'intégration et du malaise des banlieues est devenue une des préoccupations centrales des politiques publiques depuis le début des années 80. La reconnaissance publique d'une rupture de communication à l'origine des violences de banlieue a donné ainsi lieu à des recherches d'intermédiaires : il s'agissait alors de développer des fonctions de médiation, d'inventer des rôles susceptibles de les assurer et de trouver les acteurs notamment parmi les jeunes (Battagay et Boubeker, 1995). Au lendemain de la marche de 1983, la multiplication des associations de jeunes répond ainsi à une incitation des pouvoirs publics. Elles sont censées avoir une représentativité dans les quartiers défavorisés et marquer une participation des habitants à un effort public d'intégration et de réhabilitation. Ces attentes de rôles ont été nombreuses, parfois contradictoires et les voies du dialogue et de la participation sont restées étroites, bornées par les dysfonctionnements des dispositifs mis en place localement. Dans ce contexte, la prise en compte des associations est devenue rapidement secondaire, et les effets d'annonce en réponse à des situations d'urgence et de crise soulignent une contradiction entre des discours publics qui sollicitent la mobilisation associative et des pratiques locales dénégatoires (Jazouli, 1992). Quels ont été les obstacles sur le terrain des quartiers à cette mise en œuvre d'une offre de participation (Dubedout, 1983) et à l'insertion des jeunes dans les instances de concertation locale ? A quelles positions déjà acquises par d'autres acteurs associatifs se sont heurtées les associations de jeunes ? Nombre d'animateurs de ces associations ont cependant été individuellement intégrés aux dispositifs publics préfigurant la politique de la ville ou aux réseaux de l'animation locale dans un contexte de crise du travail social. Pourtant les centres sociaux et les structures d'animation socioculturelles qui ont été les premiers à accueillir les initiatives culturelles des jeunes issus de l'immigration ont tendu en fait à en infléchir les dynamiques, les réduisant à n'être que des activités d'expression, un temps fort des animations locales sans capacité de développement propre. Dès le début des années 80, les logiques autonomes des premiers regroupements de jeunes de banlieue s'opposent à cette réduction de la culture des banlieues au ghetto socioculturel. Si la rupture avec le modèle du paternalisme du travail social révèle la nécessité de l'auto-organisation, ce sont d'abord les drames de la cohabitation dans les quartiers, les crimes racistes ou sécuritaires qui suscitent des velléités d'expression et de communication. L'expression culturelle – les concerts rock, les journaux tracts, le théâtre, la vidéo – devient ainsi un terrain de communication et invite à l'action à travers la création d'espaces sociaux et culturels sensés comme lieux d'identification communs.

Dans cet axe d'intervention des journées d'étude, les communications pourraient notamment se baser sur une exploitation des archives culturelles et politiques de ces groupes associatifs (chansons, journaux, tracts, dessins, films vidéo...). Cette démarche a inspiré les premières

formes de prises en charge collectives par des groupements informels, des concerts meetings à l'image de ceux de *Zaam'a de Banlieue* à Lyon ou de ceux de *Rock Against Police* à Paris et s'est poursuivie à travers une minorité active du mouvement beur – « les voyous du mouvement » (Abdallah, 2013) - très critique sur la récupération de la Marche. Les interventions pourraient revenir ici sur différentes expériences de cette mouvance associative des années 1980 aux années 2000 en soulignant notamment un principe de l'*empowerment* et la transmission d'expériences qui a permis à ces acteurs de s'approprier des outils de communication pour élaborer leur propre narration.

II. Sur la scène publique : culture beur et nouvelles formes publiques d'affirmation culturelle ou identitaire.

Le succès médiatique de la marche aboutit à la promotion d'une mode beur (Boubeker, Beau, 1986) notamment dans les domaines du spectacle et des pratiques artistiques. Le temps d'une mode en effet, au lendemain de la Marche, les beurs sont la coqueluche des salons parisiens et la presse de Gauche parie sur eux pour inciter les institutions à un bain de jouvence. Un nouvel espace de publication s'est alors ouvert à ceux qui font le pari des Beurs culturellement ou politiquement, et à ceux qui revendiquent, dans ce cadre, l'héritage de la Marche. Le phénomène Beur a alors pris corps, momentanément et selon des versions différentes. Ici, c'est la créativité culturelle qui a alimenté la mode Beur. Des producteurs et des réalisateurs de cinéma se sont branchés sur les banlieues, des boîtes de production de musique ont investi sur des groupes beurs, des patrons de clubs sportifs sont partis à la recherche de talents ignorés dans les quartiers défavorisés, des stylistes ont exporté le look beur sur le marché international. Là, des initiatives et des prises de parole militantes ont produit de nouveaux discours et ces initiatives ont été soutenues et ont bousculé à différents titres hommes de presse et responsables politiques : des ministres comme Jack Lang ont utilisé le phénomène pour faire valoir de nouvelles formes d'expression. Le dispositif de médiatisation qui s'est déployé autour de cette coproduction du label Beur a donné lieu à des positionnements ou des repositionnements politiques et a mobilisé, autour de la création de nouveaux rôles publics, des énergies, des financements, des opérations culturelles de nature à les faire émerger (Battegay, 1985). Mais cet accès à la visibilité publique des Beurs est resté captif de transformations qui ont parcouru, au cours de ces années, le monde de la presse et la production d'actualité et l'appellation *beur* qui avait d'abord donné le sentiment d'une appartenance sociale valorisée a pris pour les jeunes de banlieue une connotation négative.

Galvaudé par les médias, le terme ne désigne plus bientôt qu'une *beurgeoisie* (Wihtol De Wenden, Leveau, 2007) du centre-ville. L'échec du mouvement beur a constitué une épreuve de vérité pour tous ceux qui, par ces biais, avaient eu accès à des rôles publics : la fragilité de leurs positions récemment acquises n'a pas résisté à la déstabilisation de leur champ d'action. Tenant compte de la montée du Front National, les médias se sont repositionnés et n'ont plus fait du mouvement Beur un acteur central d'actualité. La plupart des études consacrées à l'action collective dans les quartiers populaires, celles en particulier qui orientent leurs observations sur le moment beur dans les années 80, se rejoignent sur le constat d'une disparition d'un acteur social et culturel. Pourtant, au-delà de la culture beur, l'héritage de la Marche témoigne des répertoires culturels composites des héritiers de l'immigration. Si le mouvement beur a permis à cette jeunesse d'échapper à certaines logiques d'assignation identitaire, soulignons que ce mouvement d'accès à l'espace public a pris d'autres visages que celui du mouvement beur et qu'il participe d'une dimension essentielle des mutations des cultures héritières de l'immigration en déplaçant les lignes de partage entre privé et public (Battegay, 1997). Au-delà des beurs, d'autres mouvements, d'autres formes d'expressions culturelles et identitaires ont construit leur légitimité en jouant sur des formes de visibilité publique qui apparaissent moins comme l'expression d'identités représentatives que comme des paris sur la reconnaissance de nouvelles frontières entre traditions et innovations.

Quels sont les liens entre ces initiatives culturelles et des logiques de prise en charge associatives ou militantes ? Comment se construisent-ils ? Sur quelles formes de travail de conviction, quels enjeux et quelles scènes ? Comment ces expériences partagées ou mises en scènes participent d'une recomposition des cultures des héritiers de l'immigration et de la construction d'un patrimoine commun de luttes (Abdallah, 1982, 2013) ?

III. Itinéraires d'engagement et acteurs de la diversité

Au lendemain de la Marche, une poignée de beurs parle au nom de tous. Militants, artistes, responsables d'associations, généralement parisiens, ils se sont auto-désignés. Pour la plupart, ce sont des généraux sans troupe qui se légitiment les uns les autres en tablant sur une mobilisation possible des cités : les problèmes de discriminations liés à la montée du racisme ou le débat sur le multiculturalisme et l'identité française sont autant de tribunes pour le mouvement beur. Une génération plus tard, d'autres acteurs de la diversité donnent de nouvelles significations à leurs solidarités en ouvrant ainsi des champs nouveaux de la lutte pour la reconnaissance (Honneth, 2000) et de l'héritage de la Marche. Acteurs associatifs, individuels ou collectifs, se revendiquant de l'Islam, de la cause des femmes ou des minorités de la République, ces acteurs ont tiré leçon de l'échec du mouvement beur et sont conscients du fait qu'on ne peut pas prétendre à un projet de réalisation de soi sans se référer à une généalogie des figures sociales que l'on incarne, car il n'y a de sujet qu'exposé à une histoire, à une mémoire dont il s'agit de composer un récit pour soi et les autres. L'enjeu essentiel devient alors d'actualiser des références identitaires, de conjuguer au présent une mémoire plurielle de l'immigration, de créer un milieu culturel pour penser l'historicité même des formes de l'expérience et poser des questions essentielles en dehors des jeux de simulacres avec le regard de la société française : que signifie concrètement être un héritier de l'immigration ou un acteur de la diversité ?

Les interventions du colloque pourraient ici rendre compte d'itinéraires d'acteurs de la Marche et d'acteurs de l'actualité soucieux de frayer de nouvelles voies à une politique de reconnaissance. Quels sont ces nouveaux acteurs et comment réfèrent-ils leurs itinéraires à un héritage de la Marche ? Le territoire imaginé de ces acteurs traverse la ville, se profile à travers des croisements et des échanges de biens symboliques et culturels, des pratiques de circulation articulant les besoins pratiques de groupes sociaux sur de nouveaux réseaux de production et de distribution de la culture. Quelles compétences communicatives ces itinéraires d'engagement mettent-ils en œuvre ? Comment concilient-ils logiques individuelles et collectives, alternance entre ruptures et retrouvailles communautaires ? Sur la mobilisation de quelles ressources identitaires et culturelles s'appuient-ils ?

IV. Diversité culturelle et société de l'information

Si au début des années 80 l'avenir de l'immigration ou des banlieues restait un problème de marges, le destin des beurs, après la marche de 1983, apparaît comme celui d'une dimension multiculturelle de la société française, un devenir concernant tous les citoyens. La catégorie médiatique beur permet d'identifier une centralité dans de nouvelles thématiques de l'actualité, de mettre en place un jeu d'implications diverses et variées. Cet investissement médiatique est d'abord le fait d'une presse réputée de Gauche (*Libération*, *Le Matin*, *Actuel* et à un moindre degré *Le Monde*). Dans un premier temps, cette affirmation publique des beurs, dans un climat politique marqué par la percée du Front National, met en perspectives les responsabilités de l'État et de tous les partenaires sociaux (collectivités locales, entreprises...) pour « faire le pari des beurs » (titre de l'éditorial de *Libération* du 5 décembre 1983) contre la France frileuse de Jean-Marie Le Pen.

Pourtant au tournant des années 80, force est de constater que le ghetto du socioculturel s'est refermé sur les beurs. Comment expliquer ce brusque revirement public ? Si elle reste fondée, la critique récurrente de l'instrumentalisation politique sous-estime les malentendus publics sur la

culture des jeunes de banlieue. Certaines approches sociologiques se sont intéressées à une sous culture adolescente de la galère (Dubet 1987) ou de la rue (Lepoutre 1997) élaborant ses propres codes à partir d'une sociabilité des groupes de pairs. D'autres approches se sont intéressées aux formes d'expressions artistiques en insistant sur l'importance des jeunes de banlieue dans les mouvements liés à l'émergence des cultures urbaines (Hip hop, RAP...). Au lendemain de la Marche, d'autres formes de mobilisation collective se réclament d'identités culturelles héritières de l'immigration, à l'image des associations berbères, des Jeunes Arabes De Lyon et Banlieue (JALB) ou des nombreuses associations se réclamant de l'islam de France. Des années 1980 à aujourd'hui, la plupart des travaux scientifiques et des discours publics s'inscrivent ainsi dans un clivage entre une approche exclusivement sociale et une approche culturaliste, et si les formes de *revival* culturel sont souvent analysées comme des conséquences de la crise de la société de l'intégration, elles sont aussi référées à une contexte de mondialisation ou de « choc des civilisations », mais peu de travaux s'intéressent à des formes de subjectivation (Khosrokhavar 1997, Guénif 2000, Boubeker 2003, Boubeker et Hajjat, 2008) ou de mobilisation collective s'appuyant sur des ressources identitaires pour faire valoir de nouveaux agencements collectifs d'énonciation articulant des dimension sociales, culturelles et politiques.

Les interventions dans cet axe des journées d'étude pourraient mettre en perspectives dans quelle mesure le mouvement culturel des années 80 incarné par les beurs a favorisé de nouveaux discours, de nouvelles thématiques ou expressions artistiques qui ont permis d'éclairer au-delà de l'immigration et des cités, les champs de l'innovation sociale et culturelle. Dans le domaine de la *world music* en particulier, d'un entrelacement insolite de cultures maghrébine, afro-américaine et française ont jailli le *rock beur* et le Rap des cités qui imposent de nouvelles sonorités et font le succès des concerts de SOS-racisme au-delà d'une désaffection des lieux du militantisme. D'autres formes d'expressions participent de ces logiques métisses qui font de la langue un objet de distorsions et de malaxages, soulignant ainsi une postérité du style beur - le style au sens deuleuzien de creuser dans la langue commune une langue étrangère – à travers des formes d'exposition et d'affirmation publique, de la scène des quartiers à la scène publique nationale et transnationale. En se basant sur des travaux empiriques, il s'agirait de mettre en avant que ce qui fait précisément sens, ce sont ces mouvements de déterritorialisation et de reterritorialisation qui participent de syncrétisme culturels et d'un héritage de la Marche qui ne cesse néanmoins d'échapper à ceux qui les inventent et les réinventent.

Bibliographie

- Abdallah H. M., *Jeunes immigrés hors les murs*, Questions clefs, 1982 ; *Rengainez on arrive*, Trabucaire, 2013
- Anderson B. *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, 1996
- Appadurai A., *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*. Payot, 2001
- Bancel N. et Ali, *Ruptures postcoloniales*, La découverte, 2010
- Battegay A., Boubeker A., *Les mises en scènes d'une mémoire locale*, ARIESE Lyon 2, 1995 ; *Les voies associatives*, in Métral, J., *Les Aléas du lien social*, La Documentation Française, 1997
- Battegay A., *Les cultures incertaines des jeunes issus de l'immigration maghrébine*, Hommes et migrations, juin 2001 ; *L'accès des beurs à l'espace public*, Esprit, Juin 1985
- Dubet F., *La Galère, Jeunes en survie*, Fayard, 1987
- Dubedout H. *Ensemble refaire la ville*, Rapport au Premier Ministre, 1983
- Boubeker A., *Les mondes de l'ethnicité*, Balland, 2003
- Boubeker A. Hajjat A., *Histoire politique des immigrations (post)coloniales*, Amsterdam, 2008
- Boubeker A, Beau N., *Chroniques métissées*, Alain Moreau, 1986
- Donzelo J. *La nouvelle question urbaine*, Esprit, 258, 1999
- Fassin D. ET E., *Question sociale, question raciale*, La découverte, 2006
- Guénif N. *Des beurettes » aux descendantes d'immigrants nord-africains*, Grasset, 2000

Hannerz U. *La complexité culturelle*, A la Croisée, 2010
Honneth A. *La lutte pour la reconnaissance*, Cerf, 2000
Jazouli A. *Les années Banlieues*, Seuil, 1992
Khosrokhavar F., *L'islam des jeunes*, Flammarion, 1997,
Lepoutre D., *Cœur de Banlieue. Codes, rites et langages*, Odile Jacob, 1997
Schnapper D., *La France de l'intégration*, Gallimard, 1991.
Wihtol De Wenden C., Leveau R., *La beurgéoisie*, CNRS Ediditons, 2007